Une rupture générationnelle

Entretien avec Antoine Lefébure

Initiateur du mouvement des radios libres dans les années soixante-dix, créateur de Radio Verte et de l'Association pour la libération des ondes en 1977, Antoine Lefébure entre à Havas en 1980 et en devient le directeur de la prospective et du développement. À partir de 1988, il se consacre à sa propre société de conseil, TMS (Technique Média Société), puis la transforme, au milieu des années quatre-vingt-dix, en web-agency, l'une des premières de France. On lui doit de nombreux sites pionniers : Virgin, FNAIM, Bull, Premier ministre, musée des Arts décoratifs, la Cinquième, etc. Aujourd'hui, Antoine Lefébure est consultant en nouvelles technologies et auteur d'ouvrages.

Thierry Lefebvre – *Que représente Mai 68 pour vous ?*

Antoine Lefébure – À cette époque, je suis étudiant en hypokhâgne au lycée Pasteur et je débute en parallèle un cursus d'histoire et de sociologie à Nanterre. Autant dire que je me retrouve très vite au cœur des événements. Comme je suis plutôt du genre « chahuteur », tout cela me réjouit. J'assiste à des débats enflammés entre Daniel Cohn-Bendit et Bruno Gollnisch, qui tient à l'époque la corpo de Droit. Mais ma préférence va aux Enragés [1], pour la plupart fils d'anarchistes espagnols et inspirés de l'Internationale Situationniste.

En février 1968, la situation commence à s'envenimer sérieusement, les interventions policières se font de plus en plus nombreuses. Je ne me fais pas rafler le 3 mai, mais je suis dans les rues autour de la Sorbonne. Pendant plus d'un mois, je participe à toutes les manifestations, je dors tous les soirs à la Sorbonne ou à l'Odéon. En juillet, j'accompagne le Living Theater à Avignon, puis, au mois d'août, j'assiste à Londres au tournage de *One Plus One* de Jean-Luc Godard, avec mon ami Omar Diop. J'y découvre la marijuana, Frank Zappa et Pink Floyd. Bref, 1968, c'est l'année de mes dix-huit ans. Ça m'a marqué au fer rouge.

Thierry Lefebvre – *Vous intéressez-vous déjà aux techniques de communication ?*

Antoine Lefébure – Oui. Je pense que le goût de la radio me vient de la lecture de *Tintin*. Tintin, c'est mon héros. Il lui arrive plein d'aventures qui mettent à contribution les communications hertziennes. Par ailleurs, à douze ans, je me rendais chaque jeudi au palais de la Découverte : au dernier étage, il y avait un radio amateur en blouse blanche. Il me laissait parfois les manettes et je pouvais correspondre avec des gens du monde entier, ça me passionnait. Très logiquement, en Mai 68, au moment de l'occupation de la Sorbonne, je recherche le local de Radio Sorbonne. Mais les pouvoirs publics avaient pensé à tout et avaient coupé le câble qui reliait le studio à la tour Eiffel.

Thierry Lefebvre – *Avez-vous déjà un projet ?*

Antoine Lefébure – Dès cette époque, j'ai envie de monter une radio pour faire sauter le monopole d'État de la radiodiffusion. Je veux faire comme les pirates de Radio Caroline, passer de la musique et des textes, donner la parole à des gens qui ont des choses à dire. Je rencontre Patrick Vantroeyen, qui a monté un système d'écoute pour espionner les fréquences de la police et des renseignements généraux. Je bidouille un peu avec lui et nous travaillons avec la Gauche prolétarienne, avant sa dissolution.

Thierry Lefebvre – *Vient en décembre 1974 la création de la revue* Interférences*, qui s'intéresse à la radio, mais aussi, plus largement, à toutes les techniques d'information et de communication...*

Antoine Lefébure – En effet. Je lance cette publication avec Jean-Luc Couron et Philippe Lorrain. Au départ, l'objectif est de proposer une sorte de mode d'emploi des radios libres. Comme le premier numéro marche plutôt bien, on étend ensuite le contenu à toutes les problématiques d'information-communication. Ce qui nous intéresse, c'est l'information, la technologie et le pouvoir politique et/ou commercial. On essaye d'analyser comment cela fonctionne et comment en faire un usage que je qualifierais de « révolutionnaire ».

Thierry Lefebvre – *Entre 1977 et 1981,* Interférences *devient le fer de lance du mouvement des radios libres, dont l'aboutissement sera la mort du monopole en 1982. Radio Verte est créée en mai 1977, puis l'Association pour la libération des ondes (ALO) quelques mois plus tard [voir l'article sur les radios libres, p. 169-173]. Durant cette période d'intense activisme, vous trouvez le temps d'écrire plusieurs articles, souvent avec Maurice Ronai, sur des sujets apparemment moins « brûlants », comme les banques de données et les réseaux de communication. Comment devenez-vous « expert » dans ces domaines peu défrichés ?*

Antoine Lefébure – Ce qui m'intéresse alors, c'est moins l'informatique en elle-même que les services qu'elle peut fournir. C'est aussi cette idée ou ce fantasme qu'il y a, quelque part, un grand réservoir d'informations qui nous est fermé, et qu'il faudrait « pirater » pour pouvoir ensuite agir en conséquence. Donc, avec Maurice Ronai, un ancien membre des comités d'action lycéens de Mai 68 et un complice d'*Interférences*, nous travaillons sur ces questions. Claude Julien nous donne carte blanche pour réaliser un dossier dans *Le Monde diplomatique*, nous rédigeons également quelques articles pour *Libération*. Il n'en faut pas plus pour devenir « spécialistes » aux yeux des profanes. Il faut en effet se souvenir qu'à l'époque, très peu de personnes s'intéressent à l'information automatisée.

Thierry Lefebvre – *Même parmi les soixante-huitards ?*

Antoine Lefébure – C'est le moins qu'on puisse dire. En France, il y a un vrai mépris des technologies : non seulement la plupart des gens n'y comprennent rien, mais il y a en plus une sorte de suffisance qui fait que les leaders d'opinion (politiques, intellectuels, etc.) mettent comme un point d'honneur à les mépriser. Je me souviens qu'à Havas, quand nous parlions par exemple d'« algorithmes de cryptage » pour le décodeur de Canal Plus, André Rousselet nous interrompait brutalement en disant : « *Épargnez-moi ce genre de mots !* » Une suffisance ridicule !

Pour en revenir à ceux de ma génération, je constate que beaucoup vont s'investir dans la presse écrite. N'oublions pas que les médias audiovisuels sont alors interdits du fait du monopole ! Même ceux qui s'essayent à la vidéo, comme Carole Roussopoulos et quelques autres, le font dans une marginalité absolue.

Thierry Lefebvre – *Vous rentrez donc à Havas en 1980. Quelles y sont vos activités ?*

Antoine Lefébure – C'est alors une grosse société un peu poussive, qui opère pour l'essentiel dans la publicité et le tourisme. Je défends l'idée que l'avenir de l'entreprise réside dans la communication, le cinéma, les médias de masse, etc. Sans grand succès, au départ. En 1981, à la faveur du changement de majorité, je monte en grade. J'en profite pour former une petite équipe soudée, souvent avec d'anciens camarades d'*Interférences* (Albino Pedroia, Sylvain Anichini, etc.). J'obtiens aussi un budget raisonnable. Au départ, tout cela se fait sous l'autorité de Jean-Hervé Lorenzi, puis sous celle de Léo Scheer qui devient directeur de cabinet du président de Havas. Je deviens ensuite directeur du développement.

Thierry Lefebvre – *L'information automatisée fait-elle déjà partie de vos préoccupations ?*

Antoine Lefébure – C'est pour moi un dossier prioritaire. Ce qui nous intéresse, ce sont les systèmes d'information et les banques de données. Dès cette époque, j'en deviens un utilisateur forcené. Il faut savoir qu'en 1982, grâce à un réseau de transmission de données qui s'appelle Tymnet (en fait la version professionnelle d'Arpanet), la plupart des grandes banques de données américaines sont consultables en ligne. Nous explorons ainsi toute la presse états-unienne à l'aide de simples mots-clés. Le service s'appelle Nexis. Il a été conçu à Palo Alto et il est distribué en France par le centre de documentation du *Point*. Grâce à ce terminal spécifique qui nous coûte quelque 1 500 francs l'heure de consultation, nous faisons des merveilles dans nos travaux d'étude. André Rousselet nous dit par exemple : « *La semaine prochaine, je dois rencontrer Patrick Kirkpatrick du département d'État américain. Trouvez-moi des choses sur lui !* » Le lendemain, grâce à la magie de Nexis, nous lui apportons une note de deux feuillets bourrée d'informations. Le plus drôle, c'est que Rousselet, quoique très admiratif, n'ose pas nous demander comment nous nous y prenons. Au bout de six mois, les gens de Nexis viennent nous voir, ils sont évidemment très contents parce que nous leur avons lâché plus de 100 000 francs. Nous apprenons, à cette occasion, que les deux seuls utilisateurs de leur service en France sont Havas et... la DGSE.

Thierry Lefebvre – *Donc, vous devenez un usager régulier des réseaux ?*

Antoine Lefébure – Séduit en tant qu'utilisateur, j'essaye de convaincre l'entreprise d'investir dans ce secteur prometteur. Mais, à l'époque, Nexis ne gagne pas un sou. Personne n'y croit. Alors, j'arrête les frais en me disant : « Les esprits ne sont pas mûrs. » C'est un autre de nos projets qui connaîtra un succès foudroyant : Canal Plus.

En 1988, je quitte Havas et je crée ma propre société : Technique Média Société (TMS). Au début, mon objectif est de monter des activités dans les domaines que j'avais repérés à Havas : technologie, communication, information automatisée, etc. TMS réalise des études de faisabilité pour Thomson, pour des ministères, etc. Ça marche plutôt bien. En 1994, je me rends aux États-Unis dans le cadre d'une étude sur le dépôt légal de l'audiovisuel. À cette occasion, je découvre Mosaic, le premier navigateur pour Internet. C'est vraiment une révélation : il y a désormais une interface et ça ne coûte pratiquement rien. Non seulement ça marche, mais, en plus, il est évident que ça va changer le monde. Dès mon retour, j'arrête tout et je bascule TMS vers l'Internet. J'embauche de jeunes collaborateurs issus de l'informatique, de la presse et de l'image fixe. Au plus fort, TMS comptera une douzaine de personnes, plus une dizaine de pigistes.

Au début, ce n'est pas facile, autant pour nous que pour les trois ou quatre autres sociétés qui s'installent sur le créneau. Pendant deux ans, je passe mon temps à expliquer la différence entre Internet et le minitel, que j'ai toujours détesté, sans doute parce que c'était une nouvelle incarnation du monopole. J'essaye aussi de convaincre mes interlocuteurs que ce réseau n'est pas un nouvel avatar de l'impérialisme américain.

Thierry Lefebvre – *Voyez-vous à l'époque des gens comme Serge July et Jean-François Bizot ?*

Antoine Lefébure – Je vois July, Bizot et beaucoup d'autres, sans le moindre résultat. Internet ne les intéresse pas. Ça leur « fait mal aux yeux » et ils n'en voient pas l'intérêt. Le premier à nous faire un chèque, c'est Patrick Zelnick, le PDG de Virgin France à l'époque. On lui monte le Virgin Megaweb, un des premiers sites à la fois commercial et ludique, avec un magazine en ligne. Richard Branson tentera en vain de le lui racheter, à l'occasion d'un de ses passages à Paris. Nous faisons également les sites de l'IFOP, de la FNAIM, du Gabon, etc. Sans oublier le site du Premier ministre, à l'époque d'Alain Juppé. Nous rencontrons les responsables chiraquiens du Service d'information du gouvernement (SIG). On passe six mois à faire la charte fonctionnelle, le chapitrage, etc. Ce site sera le modèle de toute la politique gouvernementale ultérieure en matière d'Internet. Dix ans plus tard, si la charte graphique a été modifiée à une dizaine de reprises, l'arborescence est restée la même. Il faut dire qu'on avait passé beaucoup de temps à la concevoir.

Thierry Lefebvre – *Ça dure jusqu'à quand ?*

Antoine Lefébure – TMS se fait racheter en 2000, juste avant le krach de l'Internet, par Green Informatique, une CSII grenobloise. Il faut dire qu'à l'époque, je ne dispose pas de capital propre. Le nombre de clients reste limité, même si ce sont de « gros » clients. Il y a donc des alertes à la banque, des difficultés pour payer régulièrement les salaires. Je vends donc l'entreprise, ce qui me permet de rembourser les comptes courants et de nous payer un peu. Je reste quelque temps directeur général, mais lorsque Green Informatique se fait racheter à son tour par Focal, au printemps 2001, je reprends ma liberté. Je deviens alors consultant dans le domaine de l'Internet : je conçois des services, des contenus et des arborescences. Mais je ne m'occupe plus de la partie technique, car ce sont désormais les sociétés demandeuses qui s'en chargent.

Thierry Lefebvre – *Vous continuez donc à vous intéresser aux enjeux du numérique ?*

Antoine Lefébure – Bien sûr. J'ai sans doute été un des premiers en France à acheter des bouquins sur Amazon, j'ai été aussi un des premiers à me mettre sur Facebook en 2006, un des premiers à m'enflammer pour Google dès 1997, alors que tout le monde ne jurait que par Altavista.

Thierry Lefebvre – *Revenons un instant à* Libération*. Quand le journal décide de lancer son site Internet, êtes-vous consulté ?*

Antoine Lefébure – Oui. Michel Colonna d'Istria, qui va devenir le directeur de l'édition interactive du journal, me contacte. Ça ne va pas bien loin, car ils veulent continuer leur journal tout en faisant de l'Internet. J'ai toujours pensé que ceux qui étaient dans des positions installées auraient beaucoup de mal à créer un nouveau média sur Internet. Le mieux, c'est de créer quelque chose *ex nihilo*. Prenez Pierre Haski, que j'ai bien connu à l'époque où il militait à Vive la Révolution : il a réussi à faire un blog remarquable sur la Chine, puis il en a tiré un livre, ce qui n'était pas évident. Après son départ de *Libération*, il a su rebondir et créer Rue89, qui est un site d'information très innovant.

Thierry Lefebvre – *Et Bizot ?*

Antoine Lefébure – Bizot s'est fait littéralement « balader ». Autant il était incollable sur la presse, autant il avait du mal avec les nouvelles technologies. J'en ai encore discuté avec lui deux mois avant sa mort : il se plaignait, à juste titre, d'avoir dépensé des millions pour pas grand-chose. Les « spécialistes » se succédaient, mais il n'arrivait pas à monter le site dont il rêvait.

Thierry Lefebvre – *Ainsi, la plupart des anciens de 68 sont passés à côté ?*

Antoine Lefébure – Oui. À cela, plusieurs explications. Il y a eu ce mépris de la technologie que j'ai déjà évoqué. Il y a eu aussi le fait qu'Internet est arrivé trop tard pour eux, à un âge où on n'apprend plus grand-chose, où on a désappris d'apprendre en quelque sorte. Ronai et moi, nous avons eu la chance de pratiquer ces systèmes d'information avant Internet. Sinon, nous aurions été complètement largués, comme les autres. Alors, on se serait énervés, on aurait écouté les âneries de Wolton et de Finkielkraut (« *Internet c'est l'abrutissement généralisé, c'est le copier-coller institué, etc.* »), cela nous aurait confortés dans nos préjugés. Aux États-Unis, il n'y a pas eu ce schisme générationnel. Les leaders de l'Internet sont pour la plupart des quinquagénaires. Ils apprennent beaucoup aux jeunes et les jeunes leur apprennent en retour, c'est un cercle vertueux. En France, pas du tout ! Tout cela est, en plus, conforté par la vulgate journalistique : dans les années 1996-2000, chaque fois qu'il s'agissait de parler d'Internet, on braquait les caméras sur des débiles de vingt-deux ans qui nous « expliquaient », en une poignée de mots, ce que c'était. Même aujourd'hui, les émissions à la télévision sur le sujet sont en général assez médiocres.

Thierry Lefebvre – *Donc, l'explication, selon vous, c'est une différence de mentalités entre les États-Unis et la France ?*

Antoine Lefébure – Oui. Et le fait que cette technologie est arrivée trop tard en France, en tout cas bien plus tard qu'aux États-Unis. Le minitel a également contribué à ce retard. Il faut ajouter à cela un État omniprésent, des investisseurs timorés et un véritable parcours d'obstacles pour les entrepreneurs de nouveaux médias.

Propos recueillis par Thierry Lefebvre, le 27 novembre 2007

Notes

1. Enragés, petit groupe d'agitateurs issus du mouvement anarchiste ou situationniste qui allait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement et le style du mouvement des occupations de mai-juin 1968 en France.